

# Créer une communauté protectrice avec

## pHARe

### QU'EST-CE QUE pHARe ?

Le premier programme français de prévention du harcèlement entre élèves.

### POUR QUI ?

Pour tous les élèves du CP à la 3<sup>e</sup>.

### EN QUOI CONSISTE pHARe ?

- Éduquer pour prévenir les phénomènes de harcèlement.
- Former une communauté protectrice de professionnels et de personnels.
- Intervenir efficacement sur les situations de harcèlement.

### OÙ ET QUAND ?

Dans 100 % des écoles élémentaires et des collèges publics à la rentrée 2022.

### COMMENT ?

- Impliquer les personnels et les élèves.
- Associer parents et partenaires.
- Mobiliser les instances de démocratie scolaire et le comité d'éducation à la santé, à la citoyenneté et à l'environnement.
- Mettre à disposition des professionnels une plateforme numérique dédiée.
- Suivre l'impact de ces actions.



### À QUOI S'ENGAGE L'ÉCOLE OU LE COLLÈGE pHARe ?

#### Charte d'engagement pour 2 ans

- Constituer une équipe ressource de 5 personnels formés.
- Formaliser un protocole de traitement des situations de harcèlement.
- Former une équipe d'élèves ambassadeurs dans chaque collège.
- Mettre en place un atelier de sensibilisation pour les familles.
- Participer aux temps forts : prix Non au harcèlement (NAH), journée NAH, Safer Internet Day.
- Organiser 10 heures annuelles d'apprentissage dès le CP.



## 3.2 Lutter contre le harcèlement à l'école

### À RETENIR

- Expérimenté entre 2019 et 2021 dans six académies, le **programme de lutte contre le harcèlement à l'école (pHARe)** a été étendu à toute la France en septembre 2021.
- À la rentrée 2022, le programme sera déployé dans **100 % des écoles élémentaires et des collèges publics de France**.
- **380 référents académiques et départementaux** sont chargés de suivre les situations de harcèlement qui leur sont signalées, en lien avec les familles et les établissements.
- **Des élèves ambassadeurs** sont présents dans chaque établissement pour prévenir le harcèlement.

### © pHARe : UNE ÉTAPE DÉCISIVE DANS LA PRÉVENTION DU HARCELEMENT

#### Un programme global de prévention du harcèlement

Le programme pHARe combine **plusieurs dispositifs et outils concrets** pour prévenir le harcèlement et pour intervenir le cas échéant, et prévoit **plusieurs actions à mettre en place tout au long de l'année scolaire** :

- constitution et formation d'équipes ressources chargées de rédiger et de mettre en œuvre un protocole de prise en charge des situations de harcèlement ;
- participation à trois temps forts dans l'année qui sont autant d'occasions de sensibiliser les élèves au phénomène du harcèlement et à ses conséquences ;
- programmation pour tous les élèves du CP à la 3<sup>e</sup> de 10 heures annuelles d'apprentissage consacrées à la prévention du harcèlement et au développement des compétences psychosociales ;
- organisation d'ateliers de sensibilisation à l'attention des familles et des personnels ;
- formation d'une équipe d'élèves ambassadeurs contre le harcèlement dans chaque collège.

**250 superviseurs** ont été désignés au

niveau académique pour accompagner les écoles et les établissements dans la mise en œuvre de pHARe et organiser huit journées de formation des équipes ressources (échelonnées sur deux ans).

#### Rentrée 2022 : une nouvelle étape dans la lutte contre le harcèlement

Lancé en 2019 dans le cadre d'un plan de mesures innovantes visant à mieux prévenir le harcèlement à l'école, le programme pHARe sera déployé à la rentrée 2022 **dans la totalité des écoles élémentaires et des collèges publics**.

Tous les établissements accéderont à la plateforme numérique qui les guidera dans les actions à entreprendre au cours de l'année scolaire.

Les temps forts de l'année s'articuleront autour de :

- la **journée nationale Non au harcèlement** qui aura lieu jeudi 10 novembre 2022 ;
- le **prix Non au harcèlement** qui s'échelonnera de décembre à mai ;
- le **Safer Internet Day** qui célébrera sa 20<sup>e</sup> édition à compter du mardi 7 février 2023.

Les lycéens participent également activement aux actions de prévention, en particulier au prix Non au harcèlement et au dispositif de **lycéens ambassadeurs**, qui consiste à former une équipe d'élèves volontaires à la problématique du

harcèlement en milieu scolaire (repérage du phénomène, rôle des témoins, circuits de signalement, etc.). En 2021-2022, plus de 20 000 ambassadeurs ont ainsi été formés : ils devraient être plus de 40 000 cette année.



### L'édition 2022 du prix Non au harcèlement

Le prix Non au harcèlement a connu pour sa 9<sup>e</sup> édition une hausse de participation sans précédent : **1 854 projets** ont été déposés partout en France (y compris outre-mer) et **plus de 70 000 élèves** ont été impliqués dans le concours. Nouveauté 2022, un **prix spécial harcèlement sexiste et sexuel** a été décerné à un collège niçois pour la réalisation d'une affiche « Pourquoi partager quand tu peux supprimer ? » La 10<sup>e</sup> édition devrait bénéficier du même élan grâce à l'entrée dans le programme pHARE de tous les élèves du CP à la 3<sup>e</sup>.

## © UNE PLUS GRANDE SYNERGIE POUR MIEUX PRENDRE EN CHARGE LES SITUATIONS

Le programme pHARE doit permettre de détecter les situations d'intimidation et de harcèlement le plus précocement possible. En parallèle, le ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse renforce ses canaux de signalement.

- Opéré par l'association École des parents et des éducateurs d'Île-de-France, le **numéro d'appel 30 20** est destiné au signalement des situations de harcèlement à l'école. Lorsqu'aucun écoutant n'est disponible, l'appel bascule directement sur la ligne téléphonique spécialisée de l'académie de l'appelant.
- Opéré par l'association e-Enfance, le **30 18** est dédié aux violences numériques. Depuis avril 2022, les appels concernant des situations de cyberharcèlement ciblant des élèves sont transmis à l'éducation nationale, au même titre que les signalements effectués auprès du 30 20. Ce sont alors les référents harcèlement qui prennent en charge les situations.

Enfin, le ministère agit avec d'autres acteurs tels que le **Défenseur des droits** et l'association **France Victimes** pour améliorer la prise en charge des situations de harcèlement qui ne seraient pas signalées au 3020 ni au 3018. Il a également intégré le groupement d'intérêt public **Action contre la cybermalveillance** (GIP Acyma) pour prévenir les situations de violences en ligne.

Ces numéros d'appel sont largement diffusés auprès des élèves et de leur famille par voie d'affichage et, pour les plus jeunes, par inscription dans le cahier de correspondance. Au-delà de la connaissance de ces dispositifs, l'enjeu est de faciliter leur usage effectif par les élèves.

## © DE NOUVEAUX OUTILS CONTRE LE CYBERHARCÈLEMENT

### Une réponse opérationnelle pour lutter contre le cyberharcèlement

Face à l'augmentation constante du cyberharcèlement, une **cellule de lutte** a été créée au ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse.

Elle a pour missions de :

- développer des partenariats avec les géants du Web et les autres partenaires ;
- assurer une veille sur les différents réseaux sociaux afin de détecter d'éventuels phénomènes de harcèlement en ligne et d'en limiter la portée ;
- accompagner les académies dans la résolution de ce type de situations en mettant en place des outils d'aide à la gestion de crise (vademecum, formations, etc.).

### Un cadre législatif renforcé

Afin de lutter plus efficacement contre le cyberharcèlement sur les réseaux sociaux, la **loi du 2 mars 2022 visant à combattre le harcèlement scolaire** prévoit la saisie et la confiscation des téléphones portables et ordinateurs qui ont été utilisés pour harceler un élève.

Ces dispositions viennent renforcer les dispositifs existants, en particulier la loi du 7 octobre 2016 qui crée le délit de « vengeance pornographique » (diffusion sans consentement de paroles ou d'images présentant un caractère sexuel prises dans un lieu public ou privé). Les peines prévues sont de deux ans d'emprisonnement et 60 000 euros d'amende.

Au niveau de l'Europe, le **règlement DSA sur les services numériques** (pour Digital

Services Act) a été voté le 5 juillet 2022 par le Parlement européen. Il introduit de nouvelles obligations visant à contraindre les plateformes numériques à améliorer leur modération (retrait des propos haineux, racistes ou discriminatoires,

images pédopornographiques, etc.). Ce règlement doit désormais être formellement adopté par le Conseil de l'Union européenne en septembre 2022, avant d'entrer en application à partir de 2023.

### Une loi visant à combattre le harcèlement scolaire

La loi n° 2022-299 du 2 mars 2022 visant à combattre le harcèlement scolaire stipule que « **les établissements d'enseignement scolaire et supérieur publics et privés ainsi que le réseau des œuvres universitaires prennent les mesures appropriées visant à lutter contre le harcèlement dans le cadre scolaire et universitaire** ». Elle prévoit notamment :

- la création d'un délit spécifique de harcèlement scolaire ;
- des peines pouvant aller jusqu'à dix ans de prison et 150 000 euros d'amende en cas de suicide ou de tentative de suicide de la victime harcelée ;
- la possibilité pour le juge de prononcer également un stage de sensibilisation aux risques liés au harcèlement scolaire ;
- une formation continue relative à la prévention, à la détection et à la prise en charge du harcèlement scolaire et universitaire à destination des personnels de l'éducation nationale ;
- la mention dans le projet d'école ou le projet d'établissement des lignes directrices de la prévention, détection et traitement des faits de harcèlement.

# Lutter contre le cyberharcèlement à l'école

26 novembre

2013

Circulaire relative à la prévention et au traitement de la cyberviolence entre élèves.

7 octobre

2016

Promulgation de la loi instaurant la notion du cyberharcèlement et le délit de « vengeance pornographique » (diffusion sans consentement de paroles ou d'images présentant un caractère sexuel prises dans un lieu public ou privé).  
**Peines prévues : 2 ans d'emprisonnement et 60 000 euros d'amende.**

3 août

2018

Interdiction de l'utilisation d'un téléphone mobile par un élève, excepté pour des usages pédagogiques ou dans des lieux où le règlement intérieur l'autorise expressément.

2023

Législation sur les services numériques (DSA) pour fixer un ensemble de règles visant à responsabiliser les plateformes numériques et à lutter contre la diffusion de contenus illicites ou préjudiciables ou de produits illégaux (attaques racistes, images pédopornographiques, désinformation, vente de drogues ou de contrefaçons, etc.).



## CRÉATION D'UNE CELLULE CYBER au sein du ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse

### 5 MISSIONS

- Répondre aux questions liées au cyberharcèlement et aux cyberviolences.
- Développer des liens avec les géants du Web et les autres partenaires.
- Mener une veille sur les différents réseaux sociaux afin de détecter et prévenir tout mouvement entraînant du harcèlement.
- Accompagner les académies sur la problématique du cyberharcèlement en mettant en place des outils d'aide à la gestion de crise et de lutte contre le cyberharcèlement (vademecum, formations, etc.).
- Communiquer toutes les informations utiles aux référents académiques harcèlement.

# 3018

Un numéro national gratuit pour les victimes de violences numériques

Joignable du lundi au vendredi de 9 h à 20 h et le samedi de 9 h à 18 h (appel gratuit).

Les élèves peuvent aussi télécharger l'application 3018 pour conserver et transmettre les captures d'écran témoignant du cyberharcèlement dont ils sont la cible.

**Le 3018 est opéré par l'association e-Enfance.**